



MARCHE MONDIALE DES FEMMES BULLETIN DE LIAISON

Volume 15 – Numéro 1 – Mars 2013

Editorial

En 2013, nous célébrons les 15 ans de notre première Rencontre Internationale, lorsqu'ensemble nous avons défini notre première plateforme de demandes et de formes d'action commune. Cette année est aussi la dernière de notre mandat comme Secrétariat Internationale de la MMF en tant que Coordination Nationale Brésilienne. Nous voulons profiter de ce moment pour présenter un bilan de ce que nous sommes arrivées à construire et de nos défis dans le devenir du féminisme actuel, ainsi que les tendances qui s'esquissent pour l'avenir. La permanence des conflits armés traverse notre action de plusieurs façons, par exemple lorsque nos camarades du Kenya ou du Mali n'arrivent pas à organiser le 8 mars comme elles l'espéraient, en raison de la situation politique de leurs pays. La réaction aux causes de ces conflits et l'occupation de leurs territoires continuent à nous mobiliser tel que nous le manifestons dans ce Bulletin, tout comme les différentes formes d'offensive du patriarcat et du capitalisme : l'attaque aux droits des travailleuses, la violence sexiste ou les empêchements pour que les femmes puissent avoir un vécu plaisant de leur sexualité.

Il faut poursuivre l'analyse et le débat à propos de la manière dont l'ensemble du féminisme réagit dans cette période. Nous devons nous poser la question de comment interpréter le fait que les directrices générales de l'industrie des réseaux sociaux annoncent un mouvement de réconciliation vie familiale – vie professionnelle, ou que des fondations des entreprises privées annoncent un mouvement pour en terminer avec la violence contre les femmes en quelques années.

Les femmes, depuis des millénaires, concilient le soin et le travail aux frais de leurs heures de repos et de loisir, résistent et dénoncent toutes les formes de violences subies, savent qu'il est nécessaire de dépasser ces systèmes d'organisation de la société, et inventent des mouvements et de nouvelles pratiques pour organiser leurs vies. Chacune d'entre nous a vécu des moments où elle s'est sentie libre d'impositions et a perçu qu'il est possible d'organiser une société basée sur la durabilité de la vie et de la nature. Un de ces moments est quand on occupe les rues comme le 8 mars et tant d'autres fois. avant et après cette date.

INTERNATIONAL

9^{ème} Rencontre Internationale de la MMM : les dates sont fixées !

Du 25 au 31 août 2013, la ville de São Paulo sera le siège de la 9^{ème} Rencontre Internationale (RI) de la MMF ! Le choix du lieu et de la date de la rencontre a pris en considération l'agenda des mouvements sociaux dans le pays au mois d'août, la présence d'espaces convenables pour le développement de l'ensemble des activités envisagées dans le programme, les facilités et le coût d'accès à la ville ainsi que les possibilités de financement.

Nous considérons la 9^{ème} RI comme un moment de forte mobilisation au niveau national et dans la sous-région Cône Sud de la MMF (Argentine, Brésil, Chili et Paraguay). Nous pourrions ainsi présenter notre expérience de construction du mouvement et nos contributions au féminisme mondial. Le programme esquissé propose de commencer par une activité



La CN Brésil s'est réunie entre le 16 et 18 mars pour discuter, entre autres sujets, de la préparation de la rencontre.

d'ouverture, suivie de deux journées de formation et de débats féministes avec la participation de nous toutes : les déléguées des Coordinations Nationales présentes à la Rencontre ainsi que les activistes de la MMF qui souhaitent y participer. Puis, les déléguées auront trois jours

d'Assemblée pour prendre des décisions par rapport à notre prochaine action internationale et notre vie démocratique. Parallèlement, les autres activistes de la MMF participeront à des ateliers et à des activités auto gérées. Enfin, le dernier jour, nous nous réunirons toutes dans une grande Assemblée le matin, pour partager tout ce qui a été débattu dans les différents espaces. Comme acte de clôture, nous occuperons les rues dans une grande mobilisation l'après-midi.

Pour plus d'informations sur la Rencontre, contactez votre CN et suivez nos bulletins et notre site.

8 mars : nous transformons nos chagrins en force...

Nous avons reçu des informations de 26 pays (Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Catalogne, Philippines, France, Galice, Guatemala, Angleterre, Maroc, Martinique, Mexique, Népal, Nouvelle-Calédonie, Pays Basque, Pakistan, Paraguay, Pérou, Portugal, Québec, République Démocratique du Congo, Suisse, Tunisie, Turquie et Zimbabwe) avec des rapports concernant les actions auxquelles les groupes membres de la MMF ont participé lors de la Journée Internationale de lutte des femmes. Vous pouvez voir ci-dessous la galerie avec quelques photos qui sont parvenues au SI avant la clôture de ce bulletin :



Le Népal : dans la capitale Katmandou, avec des chansons, de la poésie, des danses et des discours, environ trois mille femmes ont participé à la manifestation du 8 mars dans laquelle l'accent a été mis sur l'idée que la lutte pour mettre fin à la violence doit commencer à la maison pour atteindre la société et qu'il faut lutter collectivement pour la combattre.



La Galice : des manifestations à Ferrolterra, Ourense et Vigo (photo) ont dénoncé que la dette des gouvernements est envers les femmes, et non les banques, et ont affirmé : "Nous les femmes nous voulons contrôler nos vies et construire une société plus juste, afin d'en finir avec le système capitaliste et patriarcal et pour nous permettre toutes et tous de vivre une vie digne ». Voir vidéos et plus de photos sur: <http://www.feminismo.info/webgalego/>



Le Zimbabwe : empêcher la violence envers les femmes est notre préoccupation partout dans le monde. Dans le pays, l'indignation et le deuil qui ont suivi le viol et l'assassinat d'une petite fille de 10 ans ont marqué la journée.



Le Paraguay : sous les consignes "Pour la souveraineté populaire et de nos corps !" et "Assez de violence envers les femmes!", l'itinéraire de

la manifestation est passé devant des institutions différentes. Elle a exprimé son rejet des graines transgéniques en raison de la violence économique qu'elles représentent et a exigé une rigueur plus forte dans les enquêtes des crimes commis contre les femmes.



Le Pays Basque : face aux coupes budgétaires dans les services publics, nous revendiquons que ce sont les personnes et la vie qui doivent avoir la priorité et non pas les marchés ; et que les soins à la personne et le travail domestique doivent être aussi reconnus en tant que travail.

La Nouvelle-Calédonie : la violence envers les femmes, qui est caractérisée par les assassinats, les morts et la prostitution, qui est le résultat de la connivence entre les compagnies minières et l'armée indonésienne, a été le sujet de



l'émission radiophonique organisée par la MMF lors du 8 mars. La situation des femmes vivant à proximité de la mine d'or la plus grande de la planète, en Papouasie occidentale, exploitée par Freeport, compagnie multinationale américaine, a été spécialement mise en relief.



Le **Pérou** : avec comme devise principale "Quand les femmes disent Non, c'est Non", des centaines de femmes ont participé à la marche du 8 mars, suivie d'un débat sur les droits des femmes, l'inclusion sociale et le développement national.



Le **Brésil** : à São Paulo, une tempête de vent et de grêlons n'a pas empêché les femmes en marche de dénoncer le capitalisme patriarcal, la marchandisation de la vie, de nos corps et de la nature, et d'exiger le travail digne et l'autonomie.



Les **Philippines** : les protestations, dans des villes différentes, ont mis l'accent sur l'opposition à la compagnie minière SMI (Sagittarius Mines Inc.) et aux exploitations d'or et de cuivre au sud du pays. La MMF a dénoncé la façon dont l'extraction minière empoisonne la nourriture et l'eau des communautés, entraîne la mort de femmes indigènes, exploite les femmes et hommes travailleurs, déplace des femmes et accroît la prostitution. Cliquez pour [lire la déclaration au complet](#) sur les protestations (en anglais).



Le **Guatemala** : "Nous soutenons notre droit à défendre et exercer des droits" fut la devise générale du 8 mars au Guatemala, où une action symbolique a été menée en hommage aux femmes et hommes assassinés lors des massacres des années 80, pendant le gouvernement dictatorial de José Efraín Ríos Montt, qui sera le premier ex chef d'État de l'Amérique Latine à être jugé pour génocide. Pour en savoir plus : <http://paraqueseconozca.blogspot.com>



Le **Québec** : les actions ont souligné l'attaque promue par le gouvernement conservateur contre les droits conquis par les femmes et ont dénoncé la continuelle violence que nous subissons quotidiennement et qui se manifeste de différentes façons.



La **France** : des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, dont une le soir du 8 mars à Paris sous la revendication « Toujours dans la rue pour exiger l'égalité ». Cette manifestation était aussi placée sous le signe de la solidarité nationale, avec une forte mobilisation des associations kurdes pour exiger la vérité sur l'assassinat des trois militantes kurdes à Paris.



La **Catalogne** : à Barcelone, des milliers de femmes, en grande partie des jeunes femmes, ont affirmé : « Contre l'offensive patriarcale, désobéissance féministe ! ».



Le **Mexique** : Au Chiapas, la MMF a organisé une Foire Informatrice Féministe sur la place de la cathédrale.

La **Suisse** : en vue des élections d'avril, la MMF à Neuchâtel a invité des représentants de tous les partis politiques à débattre de leurs engagements concernant les crèches et les centres de soins, qui ont de moins en moins de place en raison des coupes budgétaires. Les personnages de la photo représentent les partis absents : néolibéraux, les verts libéraux et l'extrême droite. Simple de savoir contre qui NE PAS VOTER...



EUROPE

Les jeunes femmes en Europe s'organisent pour défendre le droit à décider de leurs propres corps

Fin janvier 2013, une rencontre du Réseau de Jeunes Féministes d'Europe a permis à une quinzaine de femmes de Suisse, du Portugal, d'Angleterre, de Galice, de Pologne, de Roumanie et de France de travailler à Paris pendant une semaine. Elles ont pu identifier des attaques simultanées sur le droit et l'accès à l'avortement dans de nombreux pays.

L'État, les partis de droite, aussi bien que l'Église, utilisent des arguments nationalistes ("nous devons protéger la nation"), conservateurs ("l'avortement est contraire à nos valeurs") et économiques ("nous n'avons pas les conditions financières nécessaires pour garantir des avortements gratuits") afin de légitimer la restriction des femmes à décider de leurs corps.

Le groupe a décidé de créer un site web rassemblant des informations sur la situation réelle de l'accès à l'avortement dans les différents pays, et sur les luttes

des femmes pour le contrôle de leurs corps. Les lois étant éloignées de la réalité, nous faisons appel à toutes les féministes en Europe afin qu'elles puissent se mettre en contact avec nous pour partager nos informations sur la situation réelle dans les pays. Ce site web devrait être lancé dans l'année 2013. Contact : mmfjeunes@gmail.com



Turquie: le cas de Pinar Selek exige notre suivi

Le 29 janvier dernier, l'écrivaine, journaliste et sociologue turque Pinar Selek a été condamnée à la perpétuité lors d'un faux procès dans lequel on l'a accusée d'avoir manigancé un attentat à la bombe au Marché des Epices d'Istanbul en 1998. Pourtant, Pinar avait déjà été acquittée et innocentée à trois reprises - en 2006, 2008 et 2011. Nous, la MMF, suivons de près ce

cas depuis 2010 et avons été présentes lors du procès le janvier à Istanbul, procès suivi d'une manifestation, de conférences de presse et de réunions avec des groupes de solidarité avec Pinar.

Pour rappel : Pinar a été arrêtée en juillet 1998 par la police turque qui l'a soumise à des tortures et électrochocs pendant quelques jours pour l'obliger à

avouer les noms de près de 60 activistes qu'elle avait interviewés dans le cadre d'un projet sociologique sur la question du Kurdistan, noms et identités qu'elle n'a pas déclarés, évidemment. Pendant son séjour en prison, Pinar a découvert à travers les médias qu'elle était accusée d'avoir mis une bombe au Marché des Épices où sept personnes ont perdu la vie. Plus tard, les recherches techniques ont conclu que l'incident n'était pas dû à une bombe mais à une fuite accidentelle de gaz. Encore plus, une des personnes accusées du placement de la bombe a reconnu avoir menti en accusant Pinar sous l'effet de la torture.



Ces faits démontrent que le faux procès contre Pinar cache la poursuite d'une femme chercheuse, engagée avec les peuples, un cas de plus dans la criminalisation contre les défenseuses des droits. Pinar a été libérée en 2000 et est allée poursuivre ses études d'abord en Allemagne puis en France où elle vit toujours.

Depuis le troisième acquittement en 2011, le procureur turc a fait appel à une manœuvre juridique - le besoin de recueillir formellement une troisième fois les

différents témoignages - pour récuser la décision du dernier juge de désinculper Pinar. La stratégie des avocats de la défense de Pinar a consisté à faire reconnaître devant les juges l'illégalité de cette décision de revenir sur le précédent jugement. Cependant, conformément au rapport de nos camarades d'Istanbul, le 29 janvier, les juges - les mêmes que ceux du dernier procès - n'ont pas considéré les différents faits présentés par les avocats de la défense et ont condamné Pinar par 2 juges contre 1. Il est possible qu'ils aient été menacés afin de les faire changer d'avis.

La condamnation de Pinar a eu lieu deux semaines après l'assassinat des trois activistes kurdes à Paris (voir ci-dessous) et ceci nous inquiète beaucoup. Le gouvernement turc doit demander l'extradition de Pinar auprès du gouvernement français, et nous craignons pour son intégrité et sa sécurité physique et morale. Comme nous vous avons déjà informé,

beaucoup de nos camarades militantes - membres de l'académie, journalistes, écrivaines, membres du parlement ou syndicalistes - sont en prison en Turquie. Leur liberté d'expression et le droit à un jugement juste leur ont été niés. Personne ne se retrouve en sécurité dans de telles circonstances.

Nous sommes toutes en état d'alerte devant ces faits et continuerons, en lien avec nos amies en Turquie, à intensifier notre soutien international.

Assassinat de trois femmes activistes kurdes : exigeons la justice !

Le 9 janvier, Sakine Cansiz, co-fondatrice du PKK (Parti des travailleuses du Kurdistan), Fidan Dogan, représentante du KNK (Congrès National du Kurdistan) et l'activiste Leyla Soylemez, ont été retrouvées exécutées d'une balle dans la nuque, à l'intérieur du siège du bureau d'Information Kurde à Paris, France, pays où elles vivaient exilées.

L'exécution de ces trois femmes, effectuée de façon très professionnelle, a lieu au moment où l'État Turc et Abdullah Ocalan, leader du PKK incarcéré depuis 1999, dialoguent de nouveau pour démarrer un processus de paix et mettre ainsi fin à une guerre non déclarée où plus de 40 000 kurdes ont été exécutés depuis 1984. Parmi les conditions imposées par le PKK pour

instaurer ce processus, il y a la reconnaissance de la part de l'État Turc des droits politiques et culturels du peuple kurde et l'amélioration des conditions de détention d'Abdullah Ocalan, en isolement complet depuis 1,5 an.

Pour nous, il est bien clair que l'extermination des femmes qui luttent pour les droits de leur peuple ne bénéficie qu'à l'État oppresseur et ses alliés. Nous condamnons ce crime, le dénonçons comme une grave

atteinte à la paix et la lutte pour la liberté et déclarons notre solidarité avec les femmes et le peuple kurde.

Cliquez pour [lire l'information](#) du cas en entier sur le site .



ALLIANCES ET MOBILISATIONS

FSM 2013 : renforcer la résistance des femmes en Tunisie

Le contexte en Tunisie est de plus en plus complexe. Le 6 février, l'activiste de gauche Chokri Belaid, leader du Parti unifié des Patriotes Démocrates et opposant avoué de l'Ennahda (parti dirigé par le gouvernement de transition), a été assassiné devant sa maison. Cela a impulsé une nouvelle vague de protestations massives de plus en plus fréquentes, lesquels n'expriment pas uniquement l'indignation face à la violence, mais aussi l'absence d'une réponse aux besoins basiques du peuple qui est à l'origine de la révolution. Ces faits font que le Forum Social Mondial (FSM), qui aura lieu entre le 26 et le 30 mars en Tunisie, soit d'avantage nécessaire.

Nous travaillerons dans ce FSM avec pour objectif principal de renforcer les résistances des femmes tunisiennes et de nous connecter à d'autres femmes organisées du monde arabe. Nous arriverons en Tunisie avec la disposition combative d'être ouvertes aux changements de programme et d'être à la hauteur des défis du contexte actuel, pour construire notre regard international en étroite connexion avec le regard des mouvements sociaux du pays.

Au FSM, la MMF internationale nous organisons deux activités :



1 - Marche Mondiale des Femmes : la construction d'un mouvement féministe et anti-capitaliste (le 27 mars, 9h-11h30)

2 - Le féminisme au centre des alternatives anti-système : échanges entre femmes de différentes parties du monde (28 mars, 13h-15h30)

Nous participons aussi, en tant que co-organisatrices avec d'autres mouvements sociaux, à plusieurs autres débats concernant des sujets comme : le féminisme internationaliste, la dette et l'austérité, la lutte contre les corporations internationales et la coopération Nord-Sud. De plus, il y aura des activités prévues par la MMF et les groupes de la MMF de différents pays.

L'Assemblée de Femmes, qui aura lieu le matin du 26 mars, donc avant la grande manifestation d'ouverture, sera le point principal de cette rencontre

entre toutes les femmes qui participeront au FSM. Un autre moment fondamental est l'Assemblée des Mouvements Sociaux (le 29 mars, à partir de 18h). La programmation complète avec horaires et lieux de chaque activité sera distribuée amplement, sitôt qu'elle sera divulguée par l'organisation du FSM en Tunisie.

Pour plus d'informations : <http://www.fsm2013.org>

Le **Bulletin de Liaison** est un bulletin édité par le Secrétariat International (SI) de la Marche Mondiale des Femmes, et distribué par courriel électronique. **Coordonnées** : Rua Ministro Costa e Silva, 36 • Pinheiros, São Paulo, SP • Brasil • 05417-080 • Tel : +55 11 3032-3243 • Fax : +55 11 3032-3239 • E-mail : info@marchemondiale.org • Siteweb : <http://www.marchemondialesdesfemmes.org>
Collaborations dans cette édition : Alessandra Ceregatti, Miriam Nobre. **Traduction et révision**: Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge, Laurel Clausen, Mónica Salom, Nelly Martin, Sarah Martin Meduifia **Photos**: Anna Carolina (MMM/SP), Fora do Eixo
Pour **recevoir** ce bulletin, veuillez envoyer un courriel à info@marchemondiale.org avec le sujet « Adhésion bulletin ». Pour **annuler** votre adhésion, veuillez envoyer un e-mail à info@marchemondiale.org avec le sujet « Annulation adhésion bulletin ».